
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 JUIN 1924.

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES DU RAVITAILLEMENT POUR L'EXERCICE 1924 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. FIEULLIEN.

MESSIEURS,

Contrairement aux prévisions et aux vœux formulés par votre Commission spéciale lors de l'examen des budgets précédents, la liquidation des services du Ravitaillement n'est pas encore terminée.

Les marchandises et le matériel des services commerciaux, costume national, etc. sont réalisés, mais les opérations comptables sont loin d'être terminées. Il est même à craindre que cette liquidation comptable prendra encore des années si elle doit continuer à se faire comme actuellement.

Les opérations de vérification auxquelles donnent lieu les écritures des services du Ravitaillement se font d'après les prescriptions de la loi sur la comptabilité de l'Etat. Or, les opérations commerciales ne se prêtent guère à un tel système. Les fonctionnaires temporaires qui ont géré les différents services du Ravitaillement n'étaient du reste pas au courant de la méthode administrative, et ont tenu leurs écritures selon la méthode commerciale.

Or, la Cour des Comptes, conformément à la loi, exige que les comptes soient présentés non pas sous la forme commerciale dans laquelle ils ont été tenus, mais

(1) Budget, n° 4xix.

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

a) Les membres de la *Commission permanente des Questions économiques et du Ravitaillement* : MM. Bertrand, président, Bocdt. Braun, De Bue, Debunne, Delvigne, Dierkens, Drion, Gendebien, Iweins d'Eeckhoutte, Jourez (Léon), Pater, Pepin, Reynaert, Rubbens, Sap, Theelen, Uytroever, Van Ackere, Van Wallegem, Verdure et Vergels.

b) *Six membres nommés par les sections* : MM. Theelen, Raemdonck, Melckmans, de Gérardon, Fieullien et Amelot.

sous la forme administrative. D'où des difficultés sans nombre, des écritures nombreuses, des recherches souvent impossibles et des retards considérables dans la vérification. C'est ainsi que les services sont obligés de fournir des pièces justificatives que le commerce n'exige pas, mais que la loi sur la comptabilité de l'État déclare indispensables. Il en est de même pour des documents que les gestionnaires ou les services n'ont pas toujours jugé utile de faire fournir et qu'ils doivent réclamer aujourd'hui aux fournisseurs et clients. La plupart des agents ne font plus partie de l'Administration, d'où nouvelle source de difficultés et de retards.

Pour satisfaire aux exigences de la même loi, il faudrait aussi pouvoir établir la concordance absolue entre les marchandises achetées et les articles vendus. Si cela peut se faire assez aisément pour des marchandises achetées et vendues en gros, par fortes quantités, en commerce normal, c'est absolument impossible pour le trafic tel que celui des services du Ravitaillement.

Un seul exemple le démontrera.

Les services commerciaux ont acheté les stocks de la base américaine, comprenant une quantité considérable de marchandises disparates et variées, dont le détail complet n'était pas connu. « Ces stocks ont été repris en bloc par le Ministère du Ravitaillement sans que l'on ait pu avoir le temps de vérifier le contenu de chacune des caisses qui les constituaient ». (Note du Ministre de l'Industrie et du Travail, rapport sur le budget de 1922.)

« En présence de l'énorme quantité de ces marchandises, vient de nous écrire M. le Ministre, du manque de place pour les dénombrer, il a fallu forcément faire un inventaire par voie de sondages, d'où des erreurs et des substitutions. Rétablir complètement les stocks est donc une impossibilité. »

Exiger dans ces conditions la concordance complète et absolue entre les entrées et les sorties, c'est remettre aux calendes grecques la fin de la liquidation ou obliger les services à faire balancer, malgré tout, fictivement, les comptes marchandises.

Nous estimons que des mesures doivent être prises pour remédier à cette situation, pour faciliter et hâter la clôture des opérations.

La loi sur la comptabilité de l'État n'a pas été faite pour semblables opérations. Une procédure plus simple, plus rapide, doit pouvoir être appliquée.

Si la vérification normale des écritures et des opérations, par les services de contrôle de la comptabilité du Ravitaillement, démontre que commercialement tout a été normal, que les paiements et les recettes ont été régulièrement faits, à quoi bon continuer des travaux qui coûtent à l'État beaucoup plus qu'ils ne lui rapportent, et qui, j'y insiste, retarderont indéfiniment la clôture des opérations. Le contrôle approfondi tel qu'on l'exige actuellement a permis de découvrir quelques erreurs qui feront récupérer au total 9,545 francs, sur un mouvement d'affaires de plus de 206 millions de francs. Le personnel occupé à ce contrôle a coûté plus de 30,000 francs de traitements.

Quel est exactement le système qui pourrait être établi ?

Pourrait-on pour résoudre le problème et surtout pour lui donner une solution rapide, constituer une commission composée de délégués de la Cour des Comptes, du ministère des Finances et de l'Administration du Ravitaillement ? Faut-il, pour

pouvoir procéder à la vérification exceptionnelle préconisée, déroger à la loi de 1846 et, le cas échéant, prendre une mesure législative exceptionnelle ? C'est ce que le Gouvernement devra examiner.

Quoi qu'il en soit, si nous voulons que la liquidation soit promptement terminée et c'est, sans aucun doute, le désir de la Chambre, il faut que la méthode actuelle de vérification soit modifiée.

RÉSULTATS DE LA LIQUIDATION.

Nous avons donné dans le rapport sur les budgets de 1922 et de 1923 les résultats provisoires des opérations des services du ravitaillement. Le rapport présenté au Sénat par M. Carpentier donne des chiffres plus récents.

Le résultat final ne sera connu que lorsque toutes les opérations de liquidation seront entièrement terminées et que le service de la trésorerie aura pu établir exactement un compte de doit et avoir du Ravitaillement, comprenant, d'une part, le total des avances et des paiements faits par l'État (y compris les différences du change dont la comptabilité du Ravitaillement ne tient pas compte) et d'autre part, des remboursements faits au Trésor.

LIQUIDATION DES MAGASINS D'ACHAT EN COMMUN ÉTABLIS DANS LES DIVERS DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement avait, en 1919, fait des avances de fonds à certains fonctionnaires des divers Départements ministériels, en vue de faciliter au personnel de ces Départements l'achat en commun d'articles de ravitaillement. Les services de ravitaillement leur ont en outre livré des marchandises à vendre au personnel.

Des économats ont été établis dans les différents Départements et y ont fonctionné jusqu'au moment où le Gouvernement en a ordonné la liquidation, en 1922.

La plupart de ces économats ont terminé leur liquidation. Certains ont remboursé intégralement les avances reçues et payé les marchandises livrées, d'autres ont clôturé en déficit, déficit qui a été ou qui sera comblé par un crédit spécial porté au budget du Département en cause. C'est le cas pour les économats des :

Ministère des Finances, montant du crédit	fr.	11,675 (budget de 1922)
» des Travaux Publics, montant du crédit	fr.	21,095 (» 1923)
» de l'Industrie et du Travail, montant du crédit	fr.	36,500 (» 1923)
Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène, montant du crédit	fr.	15,815 (» 1924)
Ministère de la Justice, montant du crédit (1)	fr.	634,676 (» 1924)

Les comptes des économats établis dans les Départements des Sciences et des Arts, des Colonies et de la Justice ne sont pas encore liquidés.

L'ÉCONOMAT DES SCIENCES ET DES ARTS a reçu une avance de 200,000 francs. Il a été remboursé fr. 97,816.45.

(1) Voir ci-après les observations concernant ce crédit.

En réponse à une demande de renseignements adressée à M. le Ministre des Sciences et des Arts, votre rapporteur a reçu la réponse suivante :

« Il n'est pas encore possible pour le moment de savoir si les opérations laisseront un déficit. Pour s'en assurer, une série d'opérations doivent être faites. Elles sont en cours : inventaire des marchandises non encore vendues, ensuite épuration des comptes personnels et liquidation complète des marchandises encore en magasin.

» Des instructions ont été données et seront rappelées pour que tout soit terminé pour la fin de l'année. »

Une avance de même import (200,000 francs) a été faite au personnel du MINISTÈRE DES COLONIES. Il a été remboursé au Trésor fr. 27,418.77; il reste dû fr. 172,581.22.

Votre rapporteur a demandé à M. le Ministre des Colonies s'il était possible de connaître le résultat, ne fût-ce qu'approximatif, des opérations.

M. le Ministre a répondu :

« En réponse à votre lettre du 4 mai 1924, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'avance de 200.000 francs, faite en 1921 par le Ministère du Ravitaillement au Comité de l'Amicale Coloniale, a été affectée, d'après des renseignements qui m'ont été communiqués par cet organisme, en partie à donner de l'extension aux magasins d'achats en commun, ouverts à Bruxelles, immédiatement après l'armistice, et pour le restant à créer des établissements similaires dans la Colonie.

» Les magasins de Bruxelles ont été supprimés en 1922. Il m'est revenu que les établissements créés au Congo avaient été mis en liquidation dans le courant de la même année.

» Des instructions pressantes ont été données aux liquidateurs aux fins de hâter les opérations et la reddition des comptes.

» Vu le retard persistant apporté dans la reddition des comptes réclamés à diverses reprises, j'ai prié le Gouverneur Général au Congo de prendre tous renseignements utiles concernant la gestion des administrateurs et sur la façon dont les opérations de liquidation ont été conduites.

» J'ai des raisons de croire que ces exploitations laisseront un déficit assez considérable. Il n'est pas possible d'en fixer le montant — même approximativement — aussi longtemps que la liquidation en Afrique n'est pas terminée. »

ÉCONOMAT DU DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE.

Les avances de fonds faites à cet organisme se sont montées à 500 mille francs qui ont été remboursés. Il lui a été fourni des marchandises pour fr. 953,583.81, sur lesquelles une somme de fr. 318,906.75 a été payée. La somme restant due, soit fr. 634,677.06, constitue le déficit.

L'importance de ce déficit a attiré l'attention de votre Commission qui a désiré obtenir des précisions au sujet du fonctionnement de l'économat et des causes de ce résultat désastreux.

M. le Ministre de la Justice a bien voulu fournir à votre rapporteur tous les renseignements désirables.

Les opérations ont été faites par l'Office Central des Commandes, organisme autonome créé au Département de la Justice en février 1920. Cet organisme n'a jamais eu un caractère officiel. Il était placé sous le haut patronage de M. Vandervelde, Ministre de la Justice et géré par un conseil de 5 membres du personnel.

Les avances en espèces et en nature ont été faites au nom d'un fonctionnaire sans intervention de l'administration du Département, qui est toujours restée étrangère au fonctionnement de l'organisme. « Par son caractère et son genre d'opérations, l'Office Central des Commandes — nous écrit l'honorable M. Masson — apparaît comme un prolongement des services du Ravitaillement plutôt que comme une dépendance du Ministère de la Justice, auquel il n'était rattaché du reste ni budgétairement ni organiquement. »

65 économats furent créés, disséminés dans tout le pays : Des magasins furent établis au Ministère de la Justice, au Moniteur Belge, à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, à l'hôpital St-Jean, aux Palais de Justice de Liège et de Gand, à l'Administration communale de Forest et de Laeken, dans les Écoles de Bienfaisance, Refuges, Dépôts de mendicité, à la Colonie d'aliénés de Gheel, à l'école normale du Boulevard Lemonnier à Bruxelles, aux athénées de Nivelles et d'Ixelles, dans plusieurs écoles primaires communales de Bruxelles et faubourgs, dans toutes les prisons du pays, etc.

Nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer combien est abusif le fait de voir un organisme du département de la Justice, établir des économats dans des écoles, des administrations communales, Caisse d'Épargne, etc., institutions n'ayant rien de commun avec le Département de la Justice.

Les locaux, l'éclairage et le chauffage furent fournis gratuitement. Trois agents de l'administration centrale ont été mis à la disposition de l'organisme central; ils ont continué à jouir de leurs traitements qui se chiffrent au total, pour toute la période pendant laquelle ils ont été détachés à l'Office, à la somme de fr. 73,700.35, somme supportée par le budget du département.

Toutes les personnes qui, de près ou de loin, avaient des attaches avec les administrations publiques, État, Province, Commune, employés, ouvriers, instituteurs, magistrats, avocats, clergé, etc., furent autorisées à se fournir aux économats.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 7,030,573 francs. Les frais généraux, qui se sont élevés à 391,737 francs, concernent les commissions aux gérants, les appointements du personnel des économats, l'aménagement des magasins, les fournitures de bureau, frais de transport, assurance, emballage, etc.

La perte subie se décompose comme suit :

Perte existante au moment où la liquidation fut décidée	fr.	206,049.90
Reste provenant de la liquidation		314,620.91
Perte résultant de la liquidation de l'Office des Vacances		55,387.75
Créance non recouvrée (Détournement)		17,492.97
Frais généraux de l'Office, pertes, erreurs, etc.		41,125.01

Un crédit de 634,676 francs figure au budget de la Justice de cette année pour couvrir le déficit en question,

L'importance du déficit doit être attribuée en grande partie, déclarent les dirigeants de l'organisme, au fait qu'ils ont dû procéder à une liquidation assez rapide. Le commerce des chaussures pour dames aurait laissé une perte sensible.

Le compte de gestion, tel qu'il est donné ci-dessus, a été établi par l'Office central des Commandes, sans intervention ni contrôle de l'administration de la Justice, ni de l'administration du Ravitaillement. Les pièces comptables ont été transmises à la Cour des Comptes.

..

Le poste « Perte de l'Office des vacances (fr. 55,387.75) » nécessite quelques commentaires.

Cet organisme a été constitué en mars 1920 par l'Office central des commandes du département de la Justice. Sans attache organique au département il fonctionnait sous le patronage du Ministre de la Justice. Il s'était assigné comme but d'assurer aux membres de tous les départements ministériels, de la Cour des Comptes, du corps enseignant de l'agglomération bruxelloise dont les ressources étaient modiques, une villégiature au prix coutant.

L'Office des vacances était géré par le Comité central de l'Office des commandes assisté du secrétaire particulier de M. le Ministre Vandervelde en qualité de délégué de celui-ci.

Le home fut installé dans un grand hôtel de La Panne, loué avec option d'achat. L'acquisition du matériel et du mobilier fut faite au moyen d'avances consenties par l'Office des commandes, qui alimentait aussi l'institution au même titre que les économats.

Lors de la liquidation des économats l'Office des vacances liquida également. Une société coopérative (formée par des fonctionnaires) prit sa succession, racheta le matériel et le mobilier et reprit les charges du bail de l'immeuble.

Cette liquidation se clôtura par le déficit indiqué plus haut.

Votre Commission est d'avis que c'est abusivement que les fonds destinés uniquement à faciliter l'achat en commun d'articles de ravitaillement ont été utilisés pour l'Office des vacances. Faire supporter par le Trésor le déficit résultant de cet emploi abusif, lui paraît injustifiable.

..

L'intention de venir en aide au personnel à l'époque difficile d'après-guerre est, certes, louable. Mais l'expérience faite prouve combien il faut être prudent dans la création d'œuvres de ce genre. Si leur organisation n'est pas nettement établie et limitée au but poursuivi, elles prennent vite une extension dangereuse et avec d'autant plus de facilité que les fonds exposés n'appartiennent pas aux organisateurs. Loin de nous la pensée de critiquer les gestionnaires, mais le résultat de leurs opérations prouve cependant, une fois de plus, que pour faire du commerce il faut être commerçant.

SERVICES FRIGORIFIQUES.

La Commission spéciale chargée de l'examen du budget de 1923, avait demandé si l'inscription à ce budget des crédits nécessaires à l'exploitation des services pendant toute l'année impliquait l'intention de continuer celle-ci. M. le Ministre fit parvenir à la Commission la réponse suivante : « *L'inscription au budget des crédits nécessaires à l'exploitation n'implique nullement ma décision de continuer l'exploitation par l'État. Mon intention est de saisir prochainement le Parlement de propositions précises à ce sujet.* »

Aucune proposition n'a été faite à ce jour. L'exploitation par l'État a continué pendant toute l'année 1923 et sera continuée vraisemblablement pendant toute l'année 1924.

Cette situation est due en grande partie aux nombreuses difficultés que l'Administration aurait à surmonter pour la liquidation complète des installations. Nous donnerons plus loin quelques explications à ce sujet.

EXPLOITATION DES SERVICES PENDANT L'ANNÉE 1923.

RÉSULTATS.

Le rapport fait au nom de la Commission de l'Industrie et du Travail du Sénat, par M. le sénateur Carpentier, contient des renseignements détaillés sur les opérations de l'année 1923. (*Documents du Sénat*, n° 87, séance du 13 février 1924.)

Pour répondre aux désirs formulés par plusieurs membres de votre Commission spéciale, nous avons demandé des précisions au sujet de l'exploitation et de la situation des entrepôts.

Les questions suivantes ont été posées à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail :

A. Existe-t-il pour chacun des entrepôts une comptabilité séparée?

B. Donnez-nous les renseignements ci-après pour chacun d'eux :

1° Montant des immobilisations (terrain, constructions, machines), éventuellement, montant des amortissements opérés : a) au moyen des bénéfices; b) de toute autre façon;

2° Frais d'exploitation pour 1923 (personnel, fournitures, etc., etc.);

3° Recettes complètes pour l'année même.

P. S. — Séparez, si possible, les comptes recettes et dépenses : a) pour fabrication et vente de glace; b) pour location de froid.

RÉPONSES.

Il existe une comptabilité séparée pour chacun des entrepôts. Ont été exploités en 1923, par les services frigorifiques, les entrepôts de : Anvers, Gand, Bressoux, Marcinelle, Péruwelz, Audenaerde, Ypres, Verviers.

La réponse donne en détail tous les renseignements demandés plus haut pour chaque entrepôt. Le document se trouve au dossier de la Commission du Budget à la disposition de nos honorables collègues.

Il résulte de l'examen attentif de ces renseignements que les résultats de l'exploitation de la plupart de ces entreprises sont nettement défavorables. Si, en comparant simplement les recettes avec les dépenses d'exploitation, on relève un bénéfice brut, on constate que ce bénéfice est insuffisant pour couvrir les charges des immobilisations.

Seul l'entrepôt d'Anvers laisse un bénéfice réel, grâce à sa situation et aussi au fait qu'il a dans le Département de la Défense Nationale un excellent client — location de deux salles, soit de 6,000 mètres cubes, pour 720,000 francs par an.

Le montant exact du produit net de cet entrepôt est difficile à établir. Les recettes dépassent les dépenses de 1,427,785 francs. Avec ce solde il faudrait rémunérer le capital investi, qui était, au 1^{er} janvier 1923, de 6,746,278 francs, amortir les installations, etc.

L'exploitation de certains entrepôts donnent des résultats déplorables, celui d'Arlon, par exemple. Cet entrepôt a coûté en frais de construction et d'agencement la somme de 546,948 francs. Il est actuellement donné en location à un particulier aux conditions suivantes :

Bail de neuf ans, ayant pris cours le 1^{er} janvier 1923, avec faculté, pour le preneur, de résiliation après trois ou six ans, moyennant préavis de renon de six mois. Prix : 5,000 francs 1^{re} année, 8,000 francs 2^e année, 12,000 francs 3^e année et suivantes.

Résultat financier pour 1924 :

Dépenses : Charges du capital investi, à 6 p. c.	fr.	32,800
Recettes : Produit de la location		8,000
		24,800
Solde déficitaire.	fr.	24,800

Sous peine de laisser cet entrepôt improductif et risquer de voir se détériorer rapidement les installations, l'Administration a dû se résoudre à accepter cette offre. Il paraît difficile de tirer un autre parti de ces installations. L'entrepôt est établi à l'intérieur des dépendances du Chemin de fer. La salle des machines est établie dans les caves de l'entrepôt public.

CONDITIONS DE LOCATION DU FROID.

QUESTIONS POSÉES.

- A. Quel est le prix fixé pour la location du cube frigorifique?
- B. A-t-il subi des fluctuations en 1922-1923-1924? Lesquelles et pourquoi?
- C. Indiquez, si possible, les prix demandés dans les mêmes localités par l'industrie privée.

RÉPONSE.

A. Prix actuel uniforme de 17 francs le mètre cube par mois dans tous les entrepôts où la location par contrats de durée est admise; tous les entrepôts, sauf Anvers et, momentanément, Bruxelles.

A Anvers (et à Bruxelles, momentanément), le cube est mis à la disposition des intéressés, moyennant une redevance variable avec l'importance des quantités entreposées. Le tarif est actuellement :

1° à Anvers, pour le bœuf :

18	francs	la	tonne	par	semaine	pour	les	lots	de	plus	de	100	tonnes,	
20	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	50 à 100	»
25	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10 à 50	»
35	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0 à 10	»

à Anvers, pour le mouton :

35 francs la tonne par semaine.

Minimum d'entreposage : deux semaines ;

2° à Bruxelles :

Les prix sont, sur les quantités ci-dessus dites pour Anvers, respectivement de 15, 18, 24 et 35 francs la tonne-semaine.

B) En 1922 : aucune location de cube pratiquée (sauf fin novembre et décembre) ;

En 1923 : prix était fixé à 15 francs et par mètre cube.

Ce prix a été porté à 17 francs le mètre cube en octobre 1923 (avec application effective en décembre), à cause de l'augmentation de nos frais d'exploitation ;

C) D'après les renseignements parvenus à la Direction commerciale, les prix pratiqués actuellement par les firmes privées seraient de :

à Anvers : contrat binaire : fr. 12.50 le mètre cube par vingt-huit jours, plus une augmentation proportionnelle à l'augmentation du prix du charbon, par rapport à un prix de base admis. Cette augmentation proportionnelle est d'environ fr. 2.50 au mètre cube pour le moment ;

à Bruxelles : de 15 à 22 francs le mètre cube-mois ;

à Liège : de 17 francs le mètre cube-mois ;

à Gand : de 15 francs le mètre cube-mois ;

à Charleroi : pas encore de concurrence ;

à Péruwelz, Audenarde et Ypres : idem.

Il résulte de cette réponse que les prix pratiqués par l'État sont les mêmes que ceux de l'industrie privée.

Certains membres ont émis l'avis que ces prix ne pourront être maintenus, l'industrie privée construisant actuellement des établissements qui augmenteront considérablement le cube frigorifique dans le pays, ce qui entraînerait une diminution du prix de location

BILAN INDUSTRIEL.

Les comptes annuels tels qu'ils sont établis par l'Administration des services frigorifiques, ne permettant pas de se rendre un compte exact de la situation et du résultat financier de l'entreprise, nous avons posé la question suivante :

QUESTION.

L'Administration pourrait-elle établir *industriellement* la situation des établissements frigorifiques en dressant par exemple, pour l'exercice 1923, un *bilan industriel* tenant compte de toutes les charges qu'une entreprise privée doit porter en compte?

Quel serait, le cas échéant, le résultat financier de cet exercice?

En réponse à cette demande, le tableau ci-après nous a été remis :

EXERCICE 1923. — BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1923.

ACTIF.

I. — IMMOBILISATIONS :				
a) Premier établissement :			Fr. 29,232,326.46	
A déduire :				
n/remises aux Domaines :	3,187,994.40			
Amortissements :				
s/ex. ant.	7,023,466.17			
s/ex. 1923	930,898.40	7,956,364.57	11,144,358.67	18,107,967.77
b) Frais de l'établissement :			1,283,135.50	
A déduire :				
Amortissements au 1-1-1923.			1,283,135.50	0.—
II. — DISPONIBLES :				
Caisses et comptes chèques.				2,142,431.95
III. — RÉALISABLES :				
<i>Débiteurs :</i>				
Clients	267,923.64			
Créances litigieuses}	332,866.06			
Provisions avocats	2,000.—			
Assureurs	76,592.70	679,382.40		
<i>Approvisionnements :</i>				
Travaux en cours atel.	1,818.64			
Approvisionnements divers	777,054.66			
Stock glace	5,249.52	784,122.82		
Frais généraux non consommés			67,706.22	1,531,211.44
				<u>21,781,611.18</u>
				Total de l'actif :

PASSIF

I. — ENVERS L'ÉTAT :		
Trésor : avances de fonds		19,462,636.43
II. — ENVERS LES TIERS :		
Fournisseurs	521,763.08	
Primes à payer	7,813.39	529,576.47
	<hr/>	
III. — RÉDUCTIONS D'ACTIF :		
Prévisions pour créances douteuses	170,744.67	
Id. pour rép. im. préc. loué	34,666.75	205,411.42
	<hr/>	
		20,197,624.32
	Balance bénéficiaire :	1,583,986.86
		<hr/>
		21,781,611.18
		<hr/> <hr/>

Cette réponse prouve que l'administration des Services Frigorifiques n'a pas la même compréhension que nous de ce qu'on entend par bilan industriel.

Il n'est pas tenu compte, dans le bilan fourni, des charges des capitaux investis, ni pour l'année 1923, ni pour les années antérieures, charges dont une entreprise privée devrait évidemment tenir compte. Le Budget des Chemins de fer supporte les charges de l'espèce, pourquoi ne pas faire de même pour la régie des Services Frigorifiques?

Les postes : remises aux Domaines, amortissements, passif envers le Trésor, appellent aussi des observations.

Les installations et le matériel remis aux Domaines pour être vendus sont portés en compte pour la valeur estimée par le service (valeur d'achat, diminuée des amortissements), alors qu'il faut évidemment ne tenir compte que de la valeur réalisée à la vente.

Les amortissements sont déduits de l'actif. C'est bien. On tient compte ainsi de la valeur exacte (ou estimée telle) des installations à la date du bilan. Si ces amortissements se font au moyen des bénéfices réalisés, ils n'augmentent pas le passif, mais si, comme c'est le cas ici, on a fait des amortissements en augmentant les pertes des exercices antérieurs, le passif doit en tenir compte.

En réalité, il n'y a pas eu d'amortissements proprement dits, mais simplement diminution, dans les livres, de la valeur des installations, comme si les amortissements normaux avaient été faits.

Pour établir le chiffre du « Passif envers le Trésor », on a passé définitivement au compte profits et pertes toutes les pertes des services frigorifiques des années antérieures.

Il est évident, que s'il était tenu compte de tous ces éléments le résultat financier serait tout autre.

Le bilan pour 1923, tel qu'il est établi par l'administration, donne comme balance bénéficiaire : fr. 1,583,986.86. Les immobilisations étant de 30 millions

environ, les charges qu'elles entraînent, calculées à raison de 6 p. e., exigeraient une somme de 1,800,000 francs, charges auxquelles il faudrait faire face avec ce bénéfice.

Ce n'est évidemment là qu'un compte approximatif. Pour pouvoir établir une situation tout à fait exacte, il faudrait être excellent comptable et disposer de tous les éléments de la comptabilité des services.

Cela n'offrirait, d'ailleurs, qu'un intérêt documentaire. Nous avons cru cependant devoir formuler les observations ci-dessus pour démontrer que la balance bénéficiaire indiquée dans les réponses du département ne constitue pas un bénéfice réel, et aussi pour répondre à l'avis exprimé en sections par certains membres, qui partageaient la même opinion.

Exercice 1924.

Le budget pour 1924 prévoit un résultat plus favorable que celui de 1923, par suite de l'extension croissante des nécessités de l'entreposage frigorifique et de la mise en exploitation de l'entrepôt de Bruxelles depuis le 1^{er} avril 1924.

L'entrepôt de Verviers ne sera plus exploité par l'État. Il a été repris par la ville, avec les installations, au prix coûtant soit 410,461 francs.

SITUATION DES ENTREPOTS.

Nous avons fait allusion aux difficultés qu'éprouverait l'administration si on voulait mettre fin à l'exploitation par l'État. Ces difficultés proviennent en ordre principal des conditions dans lesquelles certains entrepôts ont été établis et qui en rendent plusieurs quasi invendables.

Nous avons déjà indiqué la situation de l'entrepôt d'Arlon.

ANVERS. — L'entrepôt est édifié sous les hangars du quai sur terrain appartenant à la ville. Le projet de bail prévoit une durée de trente ans et un loyer de 86,765.40 fr. Ce bail n'a jamais été signé. Il donne lieu à des difficultés d'interprétation. Nous le donnons en annexe au rapport.

GAND. — L'État est locataire des *fonds* de l'entrepôt pour trente ans (loyer 6.600 fr.) et propriétaire du bâtiment de l'entrepôt. L'État est propriétaire du terrain et des bâtiments contigus : bureaux, habitations, garage.

(Le texte du bail conclu avec la ville de Gand se trouve au dossier du budget).

YPRES. — Les machines seules appartiennent à l'État. Elles sont établies dans les anciennes casemates qui appartiennent aux Domaines. Au-dessus de celles-ci, la voie publique qui appartient à la ville.

JUMET. — L'installation frigorifique des magasins communaux de Jumet est très sommaire. Les locaux appartiennent aux magasins communaux. Les services frigorifiques y ont installé des appareils qui ont été mis gratuitement à la disposition de ces magasins.

Le 31 décembre 1923, l'installation a été remise à la disposition du Ministre, qui l'a remise aux Domaines aux fins de réalisation au mieux des intérêts du Trésor.

Il est à craindre malheureusement que la vente ne produira que peu de chose. Elle a coûté 65,491 francs.

NAMUR. — Les terrains et bâtiments appartiennent à l'État. Ils viennent d'être remis aux Domaines pour être vendus. Le gros œuvre seul en est terminé, il n'a pas été équipé. Les appareils qui lui étaient destinés se trouvent à l'entrepôt de Bruxelles où ils sont en vente.

Les entrepôts de BRUXELLES, BRESSOUX, MARCINELLE, PÉRUWELZ, AUDENAERDE appartiennent complètement à l'État.

CONCLUSIONS.

La Commission ne méconnaît pas que cette situation est difficile. Elle estime cependant qu'elle ne nécessite pas la continuation de l'exploitation des services frigorifiques par l'État.

La Commission spéciale qui a étudié la question dans tous ses détails a conclu nettement à la cession par vente ou location à long terme des installations frigorifiques. Le rapport de cette commission a été publié en annexe au rapport du budget de 1923.

L'honorable M. Moyersoën, Ministre de l'Industrie et du Travail, déclarait en séance de la Chambre du 25 avril 1923, que le Gouvernement se ralliait à ces conclusions.

Les discussions qui ont eu lieu à la Chambre et au Sénat prouvent que le Parlement partage cette manière de voir.

Votre Commission exprime à nouveau son désir de voir le Gouvernement soumettre aux Chambres, à bref délai, des propositions en ce sens.

Elle se rallie à l'opinion émise par plusieurs membres que le service d'inspection des vivres indigènes est du ressort du Département de l'Intérieur et de l'Hygiène et non de celui de l'Industrie et du Travail. Elle est, en cela, d'accord avec la Commission du Sénat.

Le budget a été adopté par 13 voix et 1 abstention.

Rapport approuvé par 9 voix. 4 membres s'abstiennent.

Le Rapporteur,

C. FIEULLIEN.

Le Président,

L. BERTRAND.

Annexe au rapport

INSTALLATIONS FRIGORIFIQUES D'ANVERS.

Projet de contrat avec la Ville.

L'an dix-neuf cent dix-neuf, le
par devant nous, Maîtres Émile Lefebvre, détenteur de la minute, et Raymond
de Cottal, notaires à Anvers,

ont comparu :

La Ville d'Anvers
et l'État Belge représenté par

lesquels comparants nous ont déclaré être convenus de ce qui suit :

La ville d'Anvers donne en location à l'État Belge, au nom de qui M
. , prénommé déclare accepter :

Un terrain faisant partie des installations du port d'Anvers, avec le hangar qui
s'y trouve, situé au n^o 81 du bassin-canal, ayant une superficie d'environ
8,676.54 mètres carrés. Ces terrain et hangar sont figurés au plan qui restera
annexé au présent acte.

Cette location est faite aux conditions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

L'État Belge contractant de seconde part, se réserve le droit de céder à une
société coopérative intercommunale ou à une société nationale à constituer, le
bénéfice du présent bail avec ses charges et obligations.

Il est formellement convenu que si cette cession se réalise, l'État sera déchargé
sans réserve de toute obligation, moyennant déclaration de la société cessionnaire
qu'elle reprend le contrat avec toutes les conséquences qui en découlent.

L'État Belge ne pourra sous-louer, ni céder le présent à d'autres qu'à la Société
Intercommunale ou la Société Nationale, prévue au paragraphe précédent, sauf
l'autorisation expresse de la Ville d'Anvers.

En pareil cas, l'État resterait responsable envers la Ville d'Anvers de la bonne
exécution de tous les engagements contractés par le présent acte.

ART. 2. — La location a pris cours le 14 juillet 1919. Sa durée sera de trente
années, toutefois en cas de cession à une société intercommunale ou nationale qui
serait créée pour un terme plus court, le bail serait résiliable au moment où la
société cesserait d'exister, à moins que l'État ne veuille à ce moment reprendre
pour son compte l'exploitation du frigorifère.

ART. 3. — Le locataire pourra établir sur les lieux loués une installation frigorifique pour la conservation et la manipulation des viandes congelées et toutes autres denrées alimentaires périssables, à condition de solliciter des autorisations administratives requises et de se conformer aux lois et règlements, tant pour les travaux d'aménagement, que pour leur utilisation et leur exploitation.

ART. 4. — Les navires de mer important les viandes ou autres denrées congelées destinées à l'installation frigorifique en question, et les navires utilisés à l'expédition de ces denrées vers l'intérieur de la Belgique, jouiront par priorité, du droit d'accostage au quai s'étendant devant le hangar, pendant toute la durée de leurs opérations de chargement et de déchargement; la ville d'Anvers laissera accoster d'autres navires au dit emplacement chaque fois qu'il ne sera pas utilisé à ces opérations et elle entend appliquer en tout temps toutes dispositions réglementaires fiscales ou autres.

ART. 5. — Le loyer annuel est fixé à quatre-vingt-six mille sept-cent-soixante cinq francs quarante centimes (86.765,40), payables par trimestre et par anticipation à la Caisse communale.

ART. 6. — Pour la première année de location, le locataire ne devra les impôts qu'à concurrence du 11/24; pour la dernière année d'occupation il payera la totalité des taxes et impositions. Mais si la ville d'Anvers reprenait l'exploitation pour son compte, elle rembourserait au locataire la fraction correspondante à la durée de sa propre exploitation.

Le locataire est tenu d'assurer le risque locatif d'incendie du hangar.

ART. 7. — Le terrain et le hangar sont loués dans leur état actuel, sans aucune garantie quant à la superficie, ni quant à la nature du sol, ni quant aux matériaux ou constructions qui s'y trouveraient. Le locataire accepte sans réserve, tant vis-à-vis de la ville d'Anvers que vis-à-vis des tiers, la situation du bien loué telle qu'elle est avec toutes les conséquences qui peuvent en résulter. Il accepte de même toutes les conséquences des travaux exécutés par lui; il est censé avoir minutieusement examiné les lieux et avoir effectué tous sondages et reconnaissances pour bien se rendre compte des constructions existantes, des murs de quai et de la nature du sol du hangar et aux abords de celui-ci.

ART. 8. — Tous les travaux d'entretien et de grosses réparations sont, pendant la durée du bail, à charge du locataire. Les agents de la ville bailleresse auront en tout temps accès aux lieux loués, afin de s'assurer de l'état du hangar.

ART. 9. — A l'expiration de la location, la ville d'Anvers pourra, si elle le désire, conserver pour les exploiter elle-même, toutes les installations immobilières et incorporées à l'immeuble.

Elle pourra aussi, si elle le préfère, faire procéder, aux frais, risques et périls du locataire, à la remise des lieux dans leur état primitif, tel qu'il résulte de l'état des lieux dressé lors de l'entrée en jouissance.

Si la ville d'Anvers adopte cette seconde alternative, les matériaux provenant de la démolition resteront la propriété du locataire.

Si la ville d'Anvers conserve les installations en vue de les exploiter elle-même, elle aura le droit de racheter aux locataires à dire d'experts, tout l'outillage, le matériel et les approvisionnements destinés à l'installation frigorifique qui se trouveraient dans le hangar loué, au jour de la cessation du bail.

ART. 10. — A défaut de paiement à l'échéance d'un terme de loyer, l'intérêt de 5 p. c. courrait en plein droit et sans mise en demeure sur les sommes dues. En outre, la ville d'Anvers pourrait poursuivre, par les voies légales, la résiliation du bail.

ART. 11. — Tous les frais, droits et honoraires du présent acte sont à charge du locataire, y compris délivrance de la grosse à la ville d'Anvers.

Pour l'exécution des présentes, il est fait élection de domicile, par la ville d'Anvers, à l'Hôtel de ville; par l'État belge, du Cabinet de M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement. Quant à la Coopérative intercommunale en formation ou à la Société Nationale, elle sera tenue de faire une élection de domicile en vue de l'exécution du présent acte dans la huitaine de la cessation de bail.

Dont acte

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 JUNI 1924.

BEGROOTING VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR BEVOORADING VOOR HET DIENSTJAAR 1924 (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER FIEULLIEN.

MIJNE HEEREN,

In strijd met hetgeen werd voorzien en met de wenschen door uwe Bijzondere Commissie uitgebracht bij het onderzoek van de vorige begrootingen, konden de diensten der Bevoorrading nog niet geheel vereffend worden.

De waren en het materieel der handelsdiensten, nationaal kostuum, enz. werden te gelde gemaakt, doch de rekenplichtige verrichtingen zijn verre van voltooid te zijn. Het valt zelfs te vreezen dat die rekenplichtige vereffening nog jaren zal duren indien zij op denzelfden voet van heden moet voortgezet worden.

De opnemingsverrichtingen, waartoe de schrifturen van de Bevoorradingsdiensten aanleiding geven, geschieden volgens de voorschriften der wet op de Staatscomptabiliteit. Welnu, de handelsverrichtingen leenen zich geenszins tot zulk een stelsel. De tijdelijke bedienden die de onderscheidene Bevoorradingsdiensten hebben beheerd waren, trouwens, niet op de hoogte van de bestuursmethode en hebben hunne boeken gehouden volgens de handelsmethode.

Het Rekenhof, overeenkomstig met de wet, vereischt dat de rekeningen worden

(1) Begrooting, n^o 4xix.

(2) Samenstelling van de Bijzondere Commissie :

1) De leden van de Bestendige Commissie voor de Economische Zaken en de Bevoorrading : de heeren Bertrand, voorzitter, Boedt, Braun, De Bue, Debunne, Delvigne, Dierkens, Drion, Gendebien, Iweins d'Eeckhoutte, Jourez (Léon), Pater, Pepin, Reynaert, Rubbens, Sap, Theelen, Uytroever, Van Ackere, Van Walleghem, Verdure en Vergels.

2) zes leden door de Afdelingen benoemd : de heeren Theelen, Raemdonck, Melckmans, de Gérardon, Fieullien en Amelot.

ingediend, niet in den handelsvorm waarin zij werden gehouden, maar in den bestuursvorm. Vandaar moeilijkheden zonder tal, hoopen schrijfwerk, vaak onmogelijke opzoeken en aanzienlijke vertragingen in de opnemingen. Alzoo worden de diensten verplicht bewijsstukken te leveren welke in den handel niet worden vereischt, doch welke de wet op de Staatscomptabiliteit onontbeerlijk acht. Dit geldt eveneens voor de stukken welke de zaakvoerders of de diensten niet altijd nuttig hebben geoordeeld te doen afleveren en die zij thans aan de leveraars en aan de cliënten moeten vragen. De meeste agenten maken geen deel meer uit van het Bestuur, vandaar een nieuwe bron van bezwaren en van vertragingen.

Ten einde aan de eischen derzelfde wet te voldoen, zou men ook de volstrekte overeenstemming moeten kunnen vaststellen tusschen de gekochte waren en de verkochte artikelen. Indien dit gemakkelijk kan geschieden voor de in 't groot aangekochte en verkochte waren, of met groote hoeveelheden, in normalen handel, dan is dit volstrekt onmogelijk voor den omzet zooals die door de Bevoorradingdiensten werd gedaan.

Een enkel voorbeeld ter toelichting :

De handelsdiensten hebben de voorraden der Amerikaansche bazis opgekocht, omvattende eene aanzienlijke hoeveelheid onvereenigbare en van aard verschillende waren, waarvan de omstandige opgave niet gekend was. « Die voorraden werden in blok overgenomen door het Ministerie van Bevoorrading, zonder dat men den tijd heeft gehad den inhoud van de kisten, welke dien voorraad uitmaakten, op te nemen. » (Nota van den Minister van Nijverheid en Arbeid, verslag over de begroting voor 1922.)

« Tegenover de overgrootte hoeveelheid van deze waren, — zoo schrijft ons de heer Minister, — het gebrek aan ruimte om dezelve op te nemen, moet er noodzakelijkerwijze een inventaris worden opgemaakt bij wijze van peiling, vandaar missingen en onderschuivingen. Het is dus eene onmogelijkheid de voorraden op volledige wijze te herstellen. »

In deze voorwaarden de volledige en volstrekte overeenstemming te eischen tusschen de ingekomen en de uitgegane waren, is het afsluiten der vereffening op de lange baan schuiven of de diensten verplichten om, ondanks alles, de rekening over de koopwaren, schijnbaar te doen sluiten.

Wij zijn van gevoelen dat maatregelen moeten genomen worden om dien toestand te verhelpen, om de afsluiting der verrichtingen te vergemakkelijken en te benaarstigen.

De wet op de Staatscomptabiliteit is niet gemaakt geworden voor dergelijke verrichtingen. Een eenvoudigere en snellere proceduur moet worden toegepast.

Indien de normale opneming der schrifturen en der verrichtingen, door de contrôle- en comptabiliteitsdiensten der Bevoorrading, aantoot dat, commercieel gesproken, alles normaal is geweest, dat de betalingen en de ontvangsten regelmatig zijn gedaan geworden, waartoe dient het dan de werkzaamheden voort te zetten, welke aan den Staat veel meer kosten dan zij hem opbrengen en die, ik dring er op aan, voor onbepaalden tijd de afsluiting der verrichtingen zullen vertragen. De grondige contrôle, zooals die thans vereischt wordt, heeft enkele dwalingen doen ontdekken welke te zamen zullen doen inwinnen : 9.545 frank

op een zakenomzet van meer dan 206 millioen frank. Het voor die contrôle gebezigde personeel heeft meer dan 50,000 frank aan jaarwedden gekost.

Welk is juist het stelsel dat zou kunnen ingevoerd worden ?

Zou men om het problema te kunnen oplossen, vooral om er een spoedige oplossing aan te geven, niet een commissie kunnen samenstellen bestaande uit afgevaardigden van het Rekenhof, van het Ministerie van Financiën en van het Beheer der Bevoorrading ?

Moet men, om het voorgesteld uitzonderlijk onderzoek te doen, afwijken van de wet van 1846, en in voorkomend geval, een uitzonderlijken wetgevenden maatregel treffen ? Dit zal de Regeering moeten onderzoeken.

Wat er van zij, willen wij de vereffening spoedig eindigen, zooals de Kamer voorzeker verlangt, dan moet men het tegenwoordig stelsel van opneming wijzigen.

UITSLAGEN VAN DE VEREFFENING.

In het verslag over de begrotingen van 1922 en 1923, hebben wij de voorloopige uitslagen gegeven van de verrichtingen der bevoorradingdiensten. Het verslag aan den Senaat voorgelegd door den heer Carpentier geeft jongere cijfers.

Het eindresultaat zal maar gekend zijn wanneer al de verrichtingen van de vereffening zullen gedaan zijn en de dienst van de thesaurie nauwkeurig de rekening zal hebben kunnen opmaken van het credit en debet van de Bevoorrading, met inbegrip eenerzijds van al de voorschotten en betalingen door den Staat gedaan (ook van het verschil van wisselkoers waarmede de boekhouding van de Bevoorrading geen rekening houdt) en anderzijds van de terugbetalingen aan de Thesaurie gedaan.

VEREFFENING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE AANKOOPMAGAZIJNEN IN DE VERSCHILLENDE MINISTERIES OPGERICHT.

De Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading had, in 1919, voorschotten gedaan aan sommige ambtenaren van de verschillende Departementen, om voor het personeel van deze Departementen den gemeenschappelijken aankoop van bevoorradingsartikelen te vergemakkelijken. De bevoorradingdiensten hebben hun bovendien waren geleverd om aan het personeel te verkoopen.

Economaten werden opgericht in de verschillende diensten van deze Departementen, en zijn er in werking geweest totdat de Regeering er de vereffening van voorgeschreven heeft in 1922.

Het meerendeel van deze economaten hebben hunne vereffening geëindigd. Eenige hebben al de voorschotten terugbetaald en de geleverde waren betaald. Andere hebben met een tekort gesloten, dat werd gedekt door een bijzonder credit gebracht op de begrooting van het betrokken Departement.

Dit is het geval voor de economaten van :

Het Ministerie van Financiën,	bedrag van het credit :	41,675 frank (1922) ;
—	Openbare Werken,	— 21,095 frank (1923) ;
—	Nijverheid en Arbeid,	— 36,500 frank (1923) ;

—	Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.	—	15,815 frank (1924);
—	Justitie,	—	(1) 634,676 frank (1924).

De rekeningen der economaten die opgericht zijn in de departementen van Wetenschappen en Kunsten, van Koloniën en van Justitie, zijn nog niet ver-effend.

Het economaat van Wetenschappen en Kunsten heeft een voorschot van 200,000 frank ontvangen. Er werd eene som van fr. 97,816,45 terugbetaald.

Op eene vraag tot den Minister van Wetenschappen en Kunsten gericht, ontving uw verslaggever het volgende antwoord :

« Vooralstu is het nog niet mogelijk te weten of de verrichtingen een tekort zullen laten. Om zich daarvan te vergewissen moet men eene reeks opzoekingen doen, die aan den gang zijn : inventaris der nog niet verkochte waren, ver-effening der persoonlijke rekeningen en volledige opruiming der nog in magazijn zijnde waren.

» Onderrichtingen werden gegeven en zullen worden herhaald opdat alles tegen het einde van 't jaar afgelopen zij. »

Een voorschot van hetzelfde bedrag (200,000 frank) werd verleend aan het personeel van het *Ministerie van Koloniën*. Eene som van fr. 27,418.77 werd aan 's Rijks Schatkist terugbetaald; er blijft dus fr. 172,581.22 te betalen.

Uw verslaggever heeft aan den Minister van Koloniën gevraagd, of het mogelijk was, al ware het maar op benaderende wijze, kennis te nemen van de bekomen uitslagen, waarop de Minister geantwoord heeft :

« Antwoordende op uw schrijven van 4 Mei 1924, heb ik de eer u te laten weten dat het voorschot van 200,000 frank, in 1921 door het Ministerie van Bevoorrading verleend aan het « Comité de l'Amicale Coloniale » werd, naar de mij toegekomen inlichtingen, gedeeltelijk besteed aan de uitbreiding der magazijnen voor gemeenschappelijken aankoop, welke dadelijk na den wapenstilstand te Brussel werden geopend, en voor het overige aan het oprichten van dergelijke inrichtingen in de Kolonie.

» Te Brussel werden de magazijnen in 1922 afgeschaft. Naar mij wordt gemeld, werd in den loop van hetzelfde jaar overgegaan tot de liquidatie der magazijnen welke in Congo waren opgericht.

» De liquidatoren werden dringend verzocht de vereffening, alsmede het overleggen der rekeningen te bespoedigen.

» Ten aanzien van de vertraging in het overleggen der herhaaldelijk gevraagde rekeningen, heb ik den Gouverneur Generaal van Congo verzocht de vereischte inlichtingen te nemen over het beheer der magazijnen en over de wijze waarop de liquidatie werd geleid.

» Ik heb reden te gelooven dat die ondernemingen een tamelijk groot tekort zullen nalaten. Het is niet mogelijk het bedrag er van te bepalen — zelfs niet bij benadering — zoolang de vereffening, in Afrika, niet voleindigd is. »

(1) Zie hierna de aanmerkingen betreffende dit crediet.

ECONOMAAT VAN HET DEPARTEMENT VAN JUSTITIE.

De aan deze inrichting gedane voorschotten bereikten de som van 500,000 frank, welke terugbetaald zijn geworden. Maar werden koopwaren geleverd voor een bedrag van fr. 953,583.81 waarop eene som van fr. 318,906.75 is betaald geworden. De verschuldigd gebleven som, of fr. 634,677.06, maakt het tekort uit.

Het groot bedrag van dit tekort heeft de aandacht getrokken van uwe Commissie die nadere inlichtingen heeft gewenscht te ontvangen over de werking van het Economaat en de oorzaken van die schadelijke uitkomst.

De Minister van Justitie heeft aan uwe verslaggever al de gewenschte inlichtingen gegeven.

De verrichtingen werden gedaan door den Middendienst voor de Bestellingen, een, in Februari 1920, hij het Departement van Justitie tot stand gebrachte zelfstandige inrichting. Deze inrichting bezat nooit een officieel kenmerk. Zij stond onder het hooge beschermingschap van den heer Vandervelde, Minister van Justitie, en werd beheerd door een raad uit vijf leden van het personeel bestaande.

De voorschotten in geld en in natuur zijn gedaan geworden namens een ambtenaar zonder tusschenkomst van het Departement dat steeds buiten de werking van de inrichting is gebleven. « Door zijn aard en het slag van verrichtingen, — zoo schrijft ons de achtbare heer Masson, — schijnt de Middendienst voor de Bestellingen eerder een verlengstuk te zijn van de Bevoorradingdiensten dan een bijdienst van het Ministerie van Justitie, waarbij hij, trouwens, noch volgens de begrooting, noch volgens de inrichting behoorde. »

Over heel het land werden 65 economaten opgericht en verspreid. Magazijnen werden gevestigd in het Ministerie van Justitie, in den « Moniteur belge », in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, in het Sint-Jans Hospitaal, in het Justitiepaleis te Luik en te Gent, bij het gemeentebestuur van Vorst en van Laken, in de weldadigheidsscholen, toevluchtsoorden, bedelaarsgestichten, in de kolonie voor krankzinnigen, te Gheel, in de normaalschool van de Lemonnier-laan, te Brussel, in de athenea van Nijvel en van Elsenne, in verscheidene lagere gemeentescholen van Brussel en voorsteden, in al de gevangenhuisen van het land, enz.

Wij kunnen ons niet onthouden onaannemelijk te vinden dat een inrichting, bij het Departement van Justitie bestaande, zich onledig houdt met het vestigen van economaten in scholen, bij gemeentebesturen, bij de Spaarkas, enz. Wij begrijpen niet goed wat er gemeens mag bestaan tusschen deze besturen en het Departement van Justitie. De lokalen, de verlichting en de verwarming worden gratis geleverd. Drie beambten van het hoofdbestuur werden ter beschikking gesteld van de hoofdinrichting; zij bleven hunne jaarwedden genieten die, voor geheel den tijd dat zij aan den dienst zijn gehecht geworden, de totale som bedragen van fr. 73,700.35, welk bedrag door de begrooting van het Departement werd gedragen.

Al degenen die, van verre of van nabij, iets gemeens hadden met deze openbare besturen: Staat, provincie, gemeente, bedienden, werklieden, onderwijzers, magistraten, advocaten, geestelijkheid, enz., waren gemachtigd in de Economaten aankopen te doen.

Het zakencijfer bedroeg 7,030,573 frank. De algemeene kosten, ten beloope van 391,737 frank, betreffen de commissieloonen van de zaakvoerders, de bezoldiging van het personeel der economaten, de geschiktmaking der magazijnen, de kantoorbehoefden, de vervoerkosten, verzekering, verpakking, enz.

De geleden verliezen worden onderverdeeld als volgt :

Verlies bestaande op het oogenblik waarop de vereffening werd beslist	fr.	206,049.90
Overschot na de vereffening		314,620.91
Verlies na de vereffening van het « Office des Vacances » . . .		55,387.75
Niet ingevorderd te goed (verduistering)		17,492.97
Algemeene kosten van den Dienst, verliezen, missingen, enz. . .		41,125.01

Een crediet van 634,676 frank komt voor op de Begrooting van Justitie van dit jaar om bedoeld tekort te dekken.

Het groot bedrag van het tekort moet ruimschoots daaraan worden toegeschreven, zoo verklaren het de leiders van de inrichting, dat zij tamelijk snel tot eene vereffening zijn moeten overgaan. De handel in damesschoenen zou een gevoelig verlies hebben gelaten.

De rekening van beheer, zooals die hierboven werd gegeven, is opgemaakt geworden door den Middendienst der Bestellingen, zonder tusschenkomst noch contrôle van het beheer der Justitie, noch van het beheer der Bevoorrading. De rekenplichtige stukken werden aan het Rekenhof overgemaakt.

* * *

De post : « Verlies van het « Office des Vacances » (fr. 55,387,75) » vergt eenig commentaar :

Die inrichting kwam tot stand in Maart 1920 door den Middendienst der bestellingen van het Departement van Justitie. Zonder tot het organisme van het Departement te behooren, werkte hij onder het beschermchap van den Minister van Justitie. Zijn doel was aan de leden van al de ministerieele departementen, van het Rekenhof, van het onderwijzend korps in de Brusselsche agglomeratie, wier inkomsten gering waren, een zomerbuitenverblijf tegen kostenden prijs te bezorgen.

Het « Office des vacances » was beheerd door het Middencomiteit van den Dienst der bestellingen, bijgestaan door den bijzonderen secretaris van Minister Vandervelde in hoedanigheid van dezes afgevaardigde.

De tehuis werd ingericht in een groot hôtel van De Panne, onder beding van voorkeur van den aankoop gehoord. Het materieel en de huisraad werden aangekocht door middel van voorschotten bewilligd door den Dienst der bestellingen, welke ook de instelling van de noodige middelen voorzag ten zelfden titel als de economaten.

Bij de vereffening der economaten, vereffende het « Office des vacances » insgelijks. Een samenwerkende vennootschap (door ambtenaren gevormd) nam zijne plaats in, kocht het materieel en den huisraad terug en nam de huurlasten van het gebouw op zich over. Die vereffening sloot met het hooger aangeduid tekort.

Uwe Commissie is van oordeel dat de fondsen, alleen bestemd om den gemeenschappelijken aankoop van bevoorradingsartikelen te vergemakkelijken, door het *Office des Vacances* verkeerd zijn benuttigd geworden. Het schijnt ons niet te rechtvaardigen, door de Thesaurie het tekort te doen dragen wegens deze verkeerde aanwending.

* * *

Het inzicht van ter hulp te komen aan het personeel in het bezwaarlijk naoorlogsch tijdperk is, voorzeker, zeer prijzenswaardig. Doch uit de ervaring blijkt hoe voorzichtig men moet zijn bij het oprichten van dergelijke werken. Indien hunne inrichting niet zuiver afgelijnd en omschreven is naar het beoogde doel, nemen zij vaak eene gevaarlijke richting en des te gemakkelijker dat de aangewende fondsen niet aan de inrichters toebehooren. Verre van ons de beheerders te willen hekelen; doch de uitslag van hunne verrichtingen bewijst evenwel, eens te meer, dat men, om handel te drijven, handelaar moet zijn.

Koeldiensten.

De Bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van de begrooting voor 1923, had gevraagd of het uittrekken op deze begrooting van de credieten, noodig voor de exploitatie van deze diensten gedurende het heele jaar, beteekende dat men deze wilde voortzetten. De Minister antwoordde : « *Het uittrekken op de begrooting van de noodige credieten voor de exploitatie wil niet zeggen dat ik voornemens ben de Staatsexploitatie voort te zetten. Ik ben vanzins cerlang aan het Parlement daaromtrent bepaalde voorstellen te doen.* »

Tot nu toe werd geen enkel voorstel gedaan. De Staatsexploitatie werd voortgezet gedurende het gansche jaar 1923 en zal waarschijnlijk voortgezet worden gedurende het heele jaar 1924.

Deze toestand is hoofdzakelijk het gevolg van de vele moeilijkheden die de Administratie zou te overkomen hebben voor de volledige vereffening van de instellingen. Daarover zullen wij verder eenige verklaringen geven.

EXPLOITATIE VAN DE DIENSTEN GEDURENDE HET JAAR 1923.

Uitslagen.

Het verslag, namens de Commissie voor de Nijverheid en den Arbeid in den Senaat uitgebracht door Senator Carpentier, bevat omstandige inlichtingen over de verrichtingen van het jaar 1923 (*Docum. van den Sen.*, n° 87, vergadering van 13 Februari 1924).

Om te beantwoorden aan de verlangens van talrijke leden uwer Bijzondere Commissie, hebben wij nadere bepalingen gevraagd omtrent de exploitatie en den toestand der opslagplaatsen.

Navolgende vragen werden gesteld aan den Minister van Nijverheid en Arbeid :

A. Bestaat er voor elk van deze opslagplaatsen een afzonderlijke boekhouding?

B. Geef ons voor elk derzelve de volgende inlichtingen :

1^o Bedrag der immobilisatie (grond, gebouwen, machines), in voorkomend geval, het bedrag der aflossingen gedaan : a) door middel van de winsten ; b) op eenige andere wijze ;

2^o Exploitatiekosten voor 1923 (personeel, leveringen, enz. enz.) ;

3^o Totale ontvangsten gedurende het jaar.

P. S. — Zoo mogelijk de rekeningen, ontvangsten en uitgaven van elkaar afscheiden : a) voor fabricatie en verkoop van ijs ; b) voor verhuring van koelkamers.

ANTWOORDEN.

Er bestaat een afzonderlijke boekhouding voor elk der opslagplaatsen. Door de koeldiensten werden in 1923 geëxploiteerd, de opslagplaatsen van Antwerpen, Gent, Bressoux, Marcinelle, Peruwelz, Oudenaarde, Ieperen en Verviers.

Het antwoord geeft uitvoerig al de hooger gevraagde inlichtingen voor elke opslagplaats. Het document bevindt zich in het dossier van de Commissie voor de Begrooting, ter beschikking van onze achtbare Collega's.

Uit een aandachtig onderzoek van deze inlichtingen blijkt, dat de uitslagen van de exploitatie van de meeste dezer ondernemingen eenvoudig ongunstig zijn. Wanneer men, bij eenvoudige vergelijking van de ontvangsten met de uitgaven van de exploitatie, ook tot een bruto-winst komt, moet men toch vaststellen dat die winst ontoereikend is om de lasten van de immobilisaties te dekken.

Alleen de opslagplaats van Antwerpen laat eene werkelijke winst, dank zij hare ligging en het feit dat het den goeden cliënt heeft gevonden in het Departement van Landsverdediging, waaraan het twee zalen heeft verhuurd, hetzij 6,000 kubiekmeter, voor 720,000 frank per jaar.

Het juiste bedrag van de zuivere opbrengst is moeilijk vast te stellen. De ontvangsten overtreffen de uitgaven met 1,427,785 frank. Met deze winst moet men den interest betalen van het belegde kapitaal, dat, op 1 Januari 1923, de som van 6,746,278 frank bedroeg, de installaties aflossen, enz.

De exploitatie van sommige opslagplaatsen geven betreurenswaardige uitkomsten, b. v. die van Aarlen. Deze opslagplaats heeft voor bouw- en geschiktmakingskosten de som van 546,948 frank gekost. Zij is thans verhuurd aan een particulier aan de volgende voorwaarden :

Huur van negen jaar, aanvangend op 1 Januari 1923, met gemak van verbrekking voor den huurder, na drie of zes jaar, mits opzegging van zes maand vooraf. Prijs : 5,000 frank het eerste jaar, 8,000 frank het tweede jaar, 12,000 frank het derde jaar en volgende.

Financieele uitslag voor 1924 :

Uitgaven : Lasten van het belegde kapitaal, aan 6 t. h. 32,800 frank.

Ontvangsten : Opbrengst van de verhuring 8,000 »

Te kort. . . . 24,800 frank.

Om te vermijden dat die opslagplaats niets meer opbrengt en dat de instellingen in verval geraken, heeft het Beheer er moeten toe besluiten dit aanbod aan te nemen. Het is onmogelijk op eene andere wijze gebruik te maken van deze instellingen. De opslagplaats werd gevestigd binnen de aanhoorigheden van den spoorweg. De machinekamer is aangelegd in de kelders van de openbare opslagplaats.

VOORWAARDEN VAN VERHURING DER KOELRUIMTE.

Gestelde vragen.

- A. Wat is de prijs van den kubieken meter koelruimte?
 B. Veranderde die prijs in 1922-1923-1924? In welke verhouding en waarom?
 C. Zoo mogelijk, de prijzen aangeven in dezelfde gemeenten door de privaatsnijverheid gevraagd.

ANTWOORD.

A. Tegenwoordige gelijke prijs van 17 frank den kubieken meter per maand in al de opslagplaatsen waar de verhuring per duurtecontracten is toegelaten; al de opslagplaatsen, behalve Antwerpen en, tijdelijk, Brussel.

Te Antwerpen (en tijdelijk te Brussel) is de koelruimte ter beschikking gesteld van de belanghebbenden, mits een prijs die in verhouding is met de in entrepot gelegde hoeveelheden. Dit tarief is thans :

1° te Antwerpen, voor het ossenvleesch :

18 frank de ton per week voor hoeveelheden van meer dan 100 ton.			
20 frank	—	—	50 tot 100 —
25 frank	—	—	10 — 50 —
35 frank	—	—	0 — 10 —

te Antwerpen, voor het schapenvleesch :

35 frank de ton per week.

Minimum van tijd : twee weken.

2° TE BRUSSEL :

De prijzen zijn, voor de hoeveelheden aangeduid voor Antwerpen, onderscheidenlijk van 15, 18, 24 en 35 frank de ton per week.

B. In 1922 : geene verhuring van koelruimte (behalve eind November en December.)

In 1923 : de prijs was vastgesteld op 15 frank en per kubiekmeter.

Deze prijs werd gebracht op 17 frank den kubiekmeter in October 1923 (met werkelijke toepassing in December), wegens de vermeerdering van onze exploitatiekosten.

C. Volgens de inlichtingen toegekomen op de Handelsdirectie, zijn de prijzen thans gevraagd in de privaatsnijverheid ;

Te Antwerpen : tweevoudig contract : fr. 12.50 den kubiekmeter per acht en twintig dagen, plus eene verhooging in verhouding met de prijsstijging van de kolen, in verband met een aangenomen grondslagprijs. Deze evenredige verhooging is thans ongeveer fr. 2.50 den kubiekmeter ;

Te Brussel : 15 tot 22 frank den kubiekmeter per maand;

Te Luik : 17 frank den kubiekmeter per maand;

Te Gent : 15 frank den kubiekmeter per maand;

Te Charleroi : nog geene mededinging;

Te Peruwelz, Oudenaarde, Ieperen : idem.

Uit dit antwoord blijkt dat de prijzen van den Staat dezelfde zijn als deze van de privaattijverheid.

Sommige leden waren van meening dat deze prijzen niet konden behouden blijven daar de privaattijverheid thans instellingen opricht die de koel- en vriesruimte in het land aanzienlijk zullen vermeerderen, wat eene vermindering van den huurprijs zal medebrengen.

NIJVERHEIDSBALANS.

Daar de jaarlijkse rekeningen, zooals zij zijn opgemaakt door het Beheer der Koel- en Vriesdiensten niet toelaten zich nauwkeurig rekenschap te geven van den toestand en van den financieelen uitslag van de onderneming, hebben wij de volgende vraag gesteld :

VRAAG.

Zou het Beheer, op *industrieele* wijze den toestand kunnen opmaken van de koel-inrichtingen door b. v. voor het boekjaar 1923 eene *industrieele balans* op te maken die eene private onderneming in rekening moet brengen ?

Welk zou in voorkomend geval de financieele uitslag van dit boekjaar zijn ?

In antwoord op deze vraag werd ons de navolgende tabel overhandigd :

BOEKJAAR 1923. — BALANS OP 31 DECEMBER 1923.

ACTIEF.

I. — ONROERENDMAKING :

a) <i>Eerste instelling</i>		Fr. 29,232,526.46		
<i>Af te trekken :</i>				
n/overmakingen aan de domeinen	5.187,994.10			
<i>Aflossingen :</i>				
Vroeger boekjaar	7,023,466.17			
Dienstj. 1923	930,898.40	7,936,364.57	11,144,558.67	18,107,967.77
b) <i>Kosten van 1^e instelling :</i>			1,283,135.50	
<i>Af te trekken :</i>				
Aflossingen op 1-1-1923.			1,283,135.50	0.—

II. — BESCHIKBAAR :

In cassa en cheq. rekeningen. 2,142,431.95

III. — VERHANDELBAAR :

Schuldnaars :

Kliënten	267,923.64		
Betwistbare schuldvorder.	332,866.03		
Provisies aan advocaten	2.000.00		
Verzekeraars	76,592.70	679 382.40	

<i>Bevoorrading :</i>		
Werken in handen	1,818.64	
Allerhande voorraad	777,054.66	
Voorraad ijs	5,249.52	784,122.82
<hr/>		
Niet geheel verbruikte algemeene kosten	67,706.22	1,531,211.44
<hr/>		
	Totaal van het actief	<u>21,781,611.18</u>

PASSIEF

I. — JEGENS DEN STAAT :		
Thesaurie : Op voorschotten van fondsen		19,462,636.43
II. — JEGENS DERDEN :		
Leveraars	521,763.08	
Te betalen premiën	7,813.39	529,576.47
III. — VERMINDERING VAN ACTIEF :		
Ramingen van twijfelachtige schuldvorderingen	170,744.67	
Id. voor herstellingen van onroerende goederen, gehuurd tot opzeggens toe	34,666.75	205,411.42
<hr/>		
		20,197,624.32
	Winstbalans	1,583,986.86
<hr/>		
		<u>21,781,611.18</u>

Uit dit antwoord blijkt dat het beheer niet hetzelfde begrip heeft als wij omtrent hetgeen men door industricele balans verstaat.

In de verstrekte balans wordt geen rekening gehouden van de lasten der belegde kapitalen, noch voor het jaar 1923, noch voor de vroegere jaren, van welke lasten een private onderneming natuurlijk rekening zou moeten houden. De Begrooting der Spoorwegen draagt dergelijke lasten, waarom niet hetzelfde gedaan voor de regie der koeldiensten?

De posten : overmakingen aan de Domeinen, aflossingen, passief jegens de Thesaurie, vergen ook zekere aanmerkingen.

De installaties en het materieel aan de Domeinen overgemaakt om verkocht te worden, werden in rekening gebracht voor de waarde door den dienst geschat (koopwaarde, verminderd met de aflossingen), wanneer er klaarblijkend slechts rekening moet worden gehouden met de bij den verkoop verkregen waarde.

De aflossingen worden van het actief afgetrokken. Dit is goed. Men houdt alzoo rekening van de juiste waarde (of aldus geschat) op den datum der balans. Indien deze aflossingen geschieden door middel van te gelde gemaakte winsten, vergrooten zij niet het passief, doch indien men, zooals hier, aflossingen doet met de verliezen der vorige boekjaren te verhoogen, moet het passief er rekening mede houden.

In werkelijkheid, hebben er geen eigenlijke aflossingen plaats gehad, maar eenvoudig vermindering, in de boeken, van de waarde der installaties, alsof de normale aflossingen gedaan waren.

Om het cijfer van den post : « Passief jegens de Thesaurie », op te maken heeft men voorgoed naar de rekening baten en verliezen al de verliezen overgebracht van de koeldiensten der vroegere jaren.

Het is klaar, dat moest men rekening houden met al die gegevens, de financiële uitslag gansch anders zou geweest zijn.

De balans voor 1923, zooals zij door het beheer is opgemaakt, geeft als winstbalans : fr. 1,583,986.86. Daar de onroerendmakingen ongeveer 50 miljoen bedroegen, zouden de veroorzaakte lasten, berekend tegen 6 t. h., eene som vereischen van 1,800,000 frank, welke lasten met de winst zouden moeten afgedaan worden.

Dit is blijkbaar niet meer dan een benaderde rekening. Om een heel jairsten toestand te kunnen opmaken, zou men een uitmuntend boekhouder moeten zijn en in bezit van al de gegevens der comptabiliteit van de diensten.

Overigens, zou dit alleen als documentatie kunnen dienen. Wij meenden echter bovenstaande bemerkingen te moeten uitbrengen om te bewijzen dat de winstbalans, in de antwoorden van het Departement opgegeven, niet een wezenlijke winst uitmaakt, alsmede om te antwoorden op het advies door sommige leden, in Afdeeling geuit, welke dezelfde zienswijze deelden.

Boekjaar 1924.

De Begrooting voor 1924 voorziet een veel beter resultaat dan dat van 1923, ten gevolge van de uitbreiding der behoeften aan koelruimte en van de exploitatie der opslagplaats te Brussel, sedert 1 April 1924.

De opslagplaats te Verviers wordt niet meer door den Staat geëxploiteerd. Zij werd overgenomen door de stad, met al hare inrichtingen, tegen den kostende prijs van 410,461 frank.

TOESTAND DER OPSLAGPLAATSEN.

Wij hebben melding gemaakt van de moeilijkheden die het bestuur zou ontmoeten, moest men ophouden met de Staatsexploitatie. Die moeilijkheden komen voort in hoofdzaak van de voorwaarden waarin sommige opslagplaatsen werden gebouwd en die maken dat sommige niet kunnen verkocht worden.

Wij wezen reeds op den toestand der opslagplaats Aarlen.

ANTWERPEN. — De opslagplaats is opgericht onder de kaalloodsen op stadsgrond. Het huurontwerp voorziet een duur van 30 jaar en een huurprijs van fr. 86,765.40. Die huurovereenkomst is niet geteekend geworden. Zij stuit op op moeilijkheden van interpretatie. Wij geven ze in de Bijlage.

GENT. — De Staat huurt het *erf* waarop de opslagplaats staat voor dertig jaar (huurprijs 6,600 fr.) en is eigenaar van het gebouw. De Staat is eigenaar van den belendenden grond en der gebouwen : kantoren, woonhuizen, loods.

(De tekst van de met Gent gesloten huurovereenkomst, bevindt zich in het dossier der Begrooting.)

IEPEREN. — De machines alleen behooren den Staat. Zij werden opgesteld in de voormalige casematten die aan de Domeinen behooren.

Daarboven, is de openbare weg die aan de stad behoort.

JUMET. — De koelinrichting der gemeentemagazijnen van Jumet is zeer eenvoudig. De lokalen behooren aan de gemeentemagazijnen.

De koeldiensten hebben daar toestellen geplaatst die kosteloos ter beschikking van deze magazijnen werden gesteld.

Op 31 December werd de inrichting opnieuw ter beschikking gesteld van den Minister, die ze heeft overgemaakt aan de Domeinen om ze op de voor de Schatkist voordeeligste wijze te verkoopen.

Er is echter vrees dat de verkoop niet veel zal opbrengen. De inrichting kostte 65,194 frank.

NAMEN. — De gronden en gebouwen hooren toe aan den Staat. Zij zijn onlangs overgemaakt aan de Domeinen om verkocht te worden. Alleen de romp van het gebouw is geëindigd, het is niet ingericht. De toestellen die er voor waren bestemd liggen in het entrepôt van Brussel en zijn daar te koop.

De entrepôts van Brussel, Bressoux, Marcinelle, Peruwelz, Oudenaarde, behooren geheel aan den Staat.

BESLUITEN.

De Commissie erkent dat deze toestand moeilijk is, zij oordeelt nochtans dat hij de voortzetting van het bedrijven der frigo-diensten door den Staat niet noodzakelijk maakt.

De Bijzondere Commissie, die het vraagstuk in zijn onderdeelen heeft onderzocht, heeft besloten tot den afstand door verkoop of verhuur op langen termijn van de frigo-inrichtingen. Het verslag van deze Commissie verscheen als bijlage van het verslag der begrooting van 1923.

De achtbare heer Moyersoën, Minister van Nijverheid en Arbeid verklaarde in de vergadering van de Kamer, 25 April 1923, dat de Regeering zich met deze besluiten vereenigde.

De besprekingen in de Kamer en in den Senaat bewijzen dat het Parlement zich bij deze zienswijze aansluit.

Uwe Commissie drukt nogmaals den wensch uit dat de Regeering binnenkort bij de Kamer voorstellen in dien zin zou indienen.

Zij sluit zich aan bij de meening, uitgesproken door talrijke leden, dat de dienst van de inspectie over de inlandsche levensmiddelen onder de bevoegdheid valt van het Departement van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, en niet onder dit van Nijverheid en Arbeid. Daarover is zij het eens met de Commissie van den Senaat.

De begrooting werd aangenomen met 13 stemmen en 4 onthouding.

Verslag goedgekeurd met 9 stemmen en 4 onthoudingen.

De Verslaggever,

C. FIEULLIEN.

De Voorzitter,

L. BERTRAND.

Bijlage van het verslag.

KOELINRICHTINGEN VAN ANTWERPEN.

Ontwerp van contract met de stad.

Het jaar negentien honderd negentien, den . . .
voor ons. Meesters Emile Lefebvre, houder van de minute, en Raymond de Gottal,
notarissen te Antwerpen,

zijn verschenen :

De Stad Antwerpen. . . .
en de Belgische Staat, vertegenwoordigd door. . . .
welke comparanten ons hebben verklaard overeengekomen te zijn over hetgeen
volgt :

De Stad Antwerpen geeft in huur aan den Belgischen Staat, namens denwelke
de heer. . . ., voornoemd, verklaart aan te nemen :

Een grond deeluitmakende van de haveninrichtingen van Antwerpen, met
daarop staande loods, gelegen n^o 81 van het dokkanaal, hebbende eene opper-
vlakke van ongeveer 8,676.54 vierk. meter. Grond en loods zijn vermeld op het
plan dat bij deze akte blijft gevoegd.

De verhuring geschiedt tegen de volgende voorwaarden :

EERSTE ARTIKEL. — De Belgische Staat, zijnde tweede contractant, behoudt
zich het recht voor, het voordeel van deze overeenkomst met hare lasten en ver-
plichtingen af te staan aan eene intercommunale samenwerkende maatschappij
of aan eene nationale maatschappij, nog op te richten.

Het wordt nadrukkelijk overeengekomen dat, indien deze afstand geschiedt,
de Staat van elke verplichting zonder voorbehoud wordt ontlast, mits de over-
nemende maatschappij verklaart dat zij de overeenkomst overneemt met al de
daaruit voortkomende gevolgen.

De Belgische Staat kan, zonder de uitdrukkelijke machtiging der Stad Ant-
werpen, niet voort-verhuren noch de overeenkomst afstaan aan anderen dan aan
de Intercommunale Maatschappij of aan de Nationale Maatschappij, bedoeld in de
voorgaande paragraaf.

In dergelijk geval blijft de Staat aansprakelijk tegenover de Stad Antwerpen
voor de goede uitvoering van al de door deze akte opgelegde verbintenissen.

ART. 2. — De huur begint den 14ⁿ Juli 1919. De duur daarvan bedraagt dertig
jaren; echter kan in geval van afstand aan eene intercommunale of nationale
maatschappij die voor een korteren termijn zou worden opgericht, de overeen-
komst verbroken worden bij het ophouden van bestaan der maatschappij, tenzij de
Staat op dat oogenblik het bedrijf der koelinrichting voor zijne rekening wilde
nemen.

ART. 3. — De huurder mag, op de gehuurde gronden, eene koelinrichting vestigen voor het bewaren of behandelen van bevrozen vleesch en alle andere aan bederf onderhevige waren, mits daartoe de vereischte bestuurlijke machtiging te vragen en zich te houden aan de wetten en reglementen, zoowel voor de oprichtingswerken als voor dezer gebruik en exploitatie.

ART. 4. — De zeeschepen, die vleesch of andere bevroren waren invoeren bestemd voor de koel- en vriesinrichting waarvan sprake, en de schepen die deze waren naar het binnenland van België vervoeren, genieten, bij voorrecht, het recht van aanleg bij de kaai vóór de loods, gedurende den tijd van laden en lossen; de stad Antwerpen laat andere schepen aanleggen op dezelfde plaats iedermaal dat deze niet zal ingenomen zijn voor genoemd werk, en zij zal te allen tijde al de fiskale en andere reglementsbepalingen toepassen.

ART. 5. — De jaarlijksche huur is vastgesteld op zes en tachtig duizend zeven honderd vijf en zestig frank en veertig centiemen, betaalbaar per trimester, en vooraf, in de Gemeentekas.

ART. 6. — Voor het eerste jaar huur is de huurder de belastingen slechts verschuldigd voor $11/24$; voor het laatste jaar zal hij de volle lasten en taxes betalen. Zoo de Stad Antwerpen echter voor hare rekening de exploitatie overneemt, zou zij aan den huurder het gedeelte dat overeenkomt met den duur harer eigen exploitatie aan den huurder terugbetalen.

De huurder is verplicht het huurrisico tegen brandgevaar van de loods te verzekeren.

ART. 7. — Het terrein en de loods worden gehuurd in hun huidigen staat, zonder eenigen waarborg voor wat de oppervlakte betreft, noch den aard van den grond, noch de materialen of gebouwen die er zich mochten bevinden. De huurder neemt zonder voorbehoud, — zoowel tegenover de stad Antwerpen als tegenover derden, — den toestand aan van het gehuurde goed zooals het gestaan en gelegen is met al de gevolgen die er kunnen uit voortvloeien. Hij neemt eveneens aan al de gevolgen van de door hem uitgevoerde werken; hij wordt gehouden de plaatsen nauwkeurig te hebben opgenomen en alle peilingen en verkenningen te hebben gedaan om zich rekenschap te geven van de bouwwerken, kaaimuren en van den aard van den grond onder de loods en in dezer nabijheid.

ART. 8. — Al de onderhoudswerken en groote reparatiën zijn, voor den duur der overeenkomst, ten laste van den huurder. De agenten van de in huurgevende stad zullen ten allen tijde toegang hebben op de gehuurde plaatsen, ten einde zich van den toestand der loods te vergewissen.

ART. 9. — Bij het verstrijken der huurovereenkomst, kan de Stad Antwerpen, desgewenscht, al de onroerende en bij het onroerend goed ingelijfde installaties bewaren om ze zelf in bedrijf te nemen.

Zij kan ook, zoo zij het verkiest, op de kosten, risico en gevaar van den huurder, doen overgaan tot het weder in staat stellen van de plaatsen, zooals blijkt uit den staat der plaatsen opgemaakt bij de ingenottreding.

Indien de Stad Antwerpen deze tweede afwisseling aanvaardt, zullen de materialen van de afbraak voortkomende het eigendom blijven van den huurder.

Indien de stad Antwerpen de installaties bewaart ten einde ze zelf in bedrijf te nemen, zal zij het recht hebben, naar het zeggen van deskundigen, aan de huurders al de uitrustingsstukken, het materieel en den voorraad af te koopen bestemd voor de koelinrichting en welke zich, op den dag van het ophouden der huurovereenkomst, in de gehuurde loods zouden bevinden.

ART. 10. — Bij gebreke van betaling op den vervalldag van een huurtermijn, zou de interest van 5 t. h. van rechtswege en zonder in vertoefstelling verschuldigd zijn. Daarenboven, zou de stad Antwerpen, door wettige middelen, de opzegging van de huurovereenkomst kunnen vervolgen.

ART. 11. — Alle kosten, rechten en eereloonen van deze akte vallen ten laste van den huurder, met inbegrip van de aflevering der grosse aan de stad Antwerpen.

Voor de uitvoering hiervan, wordt keuze van woonplaats gedaan, door de stad Antwerpen, ten stadhuisse; door den Belgischen Staat, in het Kabinet van den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading. Betreffende de in vorming zijnde Intercommunale Cooperatieve of de Nationale Maatschappij, deze zal gehouden zijn eene woonplaats te kiezen, met het oog op de uitvoering van deze akte, binnen acht dagen na ophouden der huurovereenkomst.

Waarvan akte ,

